



Bureau Confédéral

33 rue des Vignoles, 75 020 Paris

<http://www.cnt-f.org> cnt@cnt-f.org

-----communiqué du 29 novembre 2015-----

Hier comme aujourd'hui, résistons à toutes les barbaries !

Suite aux terribles attentats du 13 novembre dernier, **la situation sécuritaire et répressive a pris une dimension très particulière**. Interdictions de manifestations, perquisitions administratives, gardes à vue : l'usage politique fait par le gouvernement de l'état d'urgence a conduit ces derniers jours à la multiplication des interventions dans des milieux militants – notamment écologistes – et à de nombreuses assignations à résidence pour motifs politiques. Notre organisation n'est pas en reste : une maraîchère bio et son compagnon ont subi une perquisition à leur domicile en Dordogne, **sans que rien ne le justifie, tant au préalable que par la suite**. De même, une réunion publique a été interdite dans le Val-de-Marne. **Partout en France, les squats et les militants syndicaux, politiques ou associatifs, sont frappés par les mesures dérogatoires au Droit qu'implique l'état d'urgence**.

Les chiffres sont éloquentes : **moins de 10% des perquisitions administratives ordonnées par les préfets ont abouti à des interpellations**. Il est donc évident que **l'objectif de l'état d'urgence est bel et bien de réprimer le mouvement social** dans un contexte intérieur et international particulièrement tendu.

Sur le plan intérieur, **le gouvernement cherche à pratiquer la politique de la peur pour museler les opposants à sa politique antisociale** qui ne cesse de détruire tous les acquis sociaux, allant jusqu'à vouloir réduire le code du travail à sa plus simple expression. Afin d'asseoir sa politique internationale hyper agressive et guerrière, il s'efforce de faire taire toutes les voix discordantes dans l'union nationale qu'il tente d'imposer, notamment autour de la COP 21 en interdisant toutes les manifestations initiées par la société civile. **C'est ainsi qu'il faut analyser les affrontement de ce dimanche 29 novembre à Paris**. Ils ne sont que la conséquence de l'interdiction de manifester formulée par les autorités, leurs donnant ainsi prétexte de réprimer les manifestant-e-s ayant osé braver l'interdiction et se retrouvant interpellé-e-s par dizaine, voire par centaines, sans compter les centaines de contrôles d'identités. La CNT exprime toute sa sympathie et sa solidarité à ces camarades, elle exige leur libération immédiate et qu'aucune poursuite ne les vise !

En termes de politique étrangère, **après avoir invité en janvier dernier les pires dictateurs de la planète, voilà que le président de la République s'en va avec son bâton de maréchal frapper à toutes les portes** pour trouver ici des soldats, là des avions, dans l'objectif de former une coalition militaire internationale allant de Poutine à Bachar el-Assad, en passant par la Chine, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Qatar, ces pays de haut niveau en matière d'exigences démocratiques et de respect des droits de l'Homme. **Mais il est vrai que la France a communiqué publiquement son intention de déroger à la Charte européenne des droits de l'Homme...** Elle le fait déjà sur son sol en frappant son propre peuple et notamment ses classes populaires, pourquoi se gênerait-elle ailleurs ?

La CNT s'étonne du maintien de grandes manifestations sportives et des marchés de Noël ainsi que de l'ouverture des centres commerciaux – toutes activités générant de gros profits – alors que dans le même temps, les droits syndicaux, politiques et démocratiques sont menacés, voire déjà suspendus.

Fière de son histoire et héritière de celles et ceux qui ont participé aux combats pour la liberté tout au long de ces dernières décennies – de la résistance à la libération de Paris du joug fasciste, des luttes syndicales ayant permis l'amélioration des conditions de travail à celles pour les droits des femmes et de toutes les minorités – la CNT est solidaire de toutes les initiatives visant au maintien des libertés individuelles et collectives. Elle revendique le respect intégral du droit de manifester et de s'opposer à la politique du gouvernement ainsi que les droits d'expression et d'organisation. Elle appelle à s'opposer à l'application de l'état d'urgence en participant partout où cela est possible aux diverses initiatives populaires, syndicales, politiques ou associatives allant dans ce sens. Vaincre le fascisme vert de Daesh, bleu du FN ou rose du PS passe par le combat populaire pour le maintien des acquis sociaux et démocratiques, qui ne doivent pas sombrer ni vaciller dans cette période si trouble mais pourtant charnière quant à l'avenir de nos sociétés.

La CNT tient à réaffirmer ici sa plus totale solidarité avec les victimes des tueries du 13 novembre, tout comme avec celles et ceux qui subissent les fanatismes politiques et religieux de par le monde, en Turquie, au Liban, au Mali, au Kurdistan et ailleurs. **Notre solidarité n'est pas et ne sera jamais nationale. Elle est internationale et cohérente entre nos désirs de vie ici et le respect de la vie des autres là-bas.**

La CNT.